

notre planète

Revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement - février 2010



LEE MYUNG-BAK
CROISSANCE VERTE À FAIBLE
INTENSITÉ DE CARBONE

HILDA SOLIS
LES EMPLOIS VERTS

GERARD KLEISTERLEE
UNE QUESTION D'ÉCLAIRAGE

ANGEL GURRÍA
UN DOUBLE DIVIDENDE

ÉCONOMIE VERTE

Pour que ça marche





Notre Planète, la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

P.O. Box 30552 Nairobi (Kenya)

Tél. : (254 20)7621 234

Fax : (254 20)7623 927

Mél : unepub@unep.org

Les numéros de Notre Planète peuvent être consultés sur le site du PNUE

www.unep.org/ourplanet

ISSN 101 - 7394

Directeur de publication : Satinder Bindra

Rédacteur : Geoffrey Lean

Coordonnatrice : Geoff Thompson

Collaborateur spécial : Nick Nuttall

Responsable marketing : Manyahleshal Kebede

Graphisme : Amina Darani

Éditeur : Division de la communication et de l'information du PNUE

Impression : Progress Press

Distribution : SMI Books

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

* Dollars (\$) s'entend des dollars des États-Unis.

Photo de couverture : © Corbis

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.



LEE MYUNG-BAK : Croissance verte à faible intensité de carbone

PAGE 6

Une solution viable : changer notre mode de pensée pour résoudre les problèmes climatiques et faire des technologies et industries vertes les moteurs de la croissance.



HILDA L SOLIS : Les emplois verts

PAGE 10

Cet article expose une nouvelle priorité pour un avenir meilleur : bâtir l'économie tout en réparant les dommages causés à l'environnement.



GERARD KLEISTERLEE : Une question d'éclairage

PAGE 12

Changer nos façons de penser pour stimuler une reprise économique « verte ».



PAVAN SUKHDEV : Tout repose sur le capital naturel

PAGE 14

Ce qui est à la base même des économies et des sociétés doit être rendu économiquement visible.

ET AUSSI

livres **PAGE 4**

réflexions **PAGE 5**

verbatim et chiffres **PAGE 9**

prix et événements **PAGE 17**

people **PAGE 20**

produits **PAGE 27**

www **PAGE 31**

star **PAGE 34**



ANGEL GURRÍA : Un double dividende

PAGE 18

Une reprise verte peut à la fois résoudre la crise de l'emploi et créer une croissance durable.



ARMANDO MONTEIRO NETO : Découplage = durabilité

PAGE 22

La voie qui mène au développement durable passe par la rupture du lien entre émissions et croissance économique.



GUNTER PAULI : L'Économie bleue

PAGE 24

Développer l'économie verte dans un esprit d'entreprise qui s'appuie sur des principes conceptuels inspirés des écosystèmes.



NEVA R. GOODWIN : Pour une entreprise citoyenne

PAGE 28

Ce texte présente une proposition en vue d'assurer la contribution des entreprises à l'instauration d'une économie verte.



EBBE SØNDERRIIS : Copenhague – première capitale neutre en carbone

PAGE 32

Décrit les nouveaux plans adoptés par le Conseil municipal pour parvenir à la neutralité carbone en 16 ans.



Un rapport destiné aux décideurs politiques nationaux et internationaux

Faisant partie d'une série de rapports préparés au titre du projet « Economie des écosystèmes et biodiversité », lancé à l'initiative du PNUÉ, ce nouveau rapport démontre que les décideurs politiques qui prennent en compte, dans leur stratégie d'investissement, les milliers de milliards de dollars que représentent les services écosystémiques, sont également ceux qui constateront, durant ce siècle, que ces investissements auront été très rentables et bénéfiques pour la croissance économique. Il invite donc les décideurs politiques, selon leurs possibilités, à accélérer et à augmenter ces investissements et à les intégrer dans la gestion et la restauration des écosystèmes. Il les encourage également à approfondir l'analyse du rapport coûts-avantages de leurs politiques, avant de prendre des décisions.

Annuaire du PNUÉ 2010

La version 2010 de l'Annuaire du PNUÉ recense les progrès des sciences de l'environnement et les faits nouveaux dans un environnement en constante mutation. L'ouvrage examine les progrès accomplis dans la gouvernance de l'environnement, les effets de la dégradation et de l'appauvrissement continus des écosystèmes de la planète sur l'atmosphère, qui contribuent au changement climatique, les substances nocives et les déchets dangereux qui affectent la santé humaine et l'environnement, les catastrophes et les conflits dus à sa dégradation et l'utilisation non durable des ressources. L'objectif de l'Annuaire est de renforcer l'interface science-politique. Il présente les développements récents et de nouvelles perspectives qui devraient interpeller les décideurs politiques.

« Powering the Green Economy – The Feed-in Tariff Handbook » (Alimenter l'économie verte – Guide des tarifs de rachat)
Miguel Mendonça, David Jacobs et Benjamin Sovacool (Earthscan)

Les sources d'énergie renouvelables sont indispensables pour créer une économie plus écologique, de nouveaux emplois et de nouvelles industries, pour assurer l'approvisionnement énergétique et pour protéger le climat et l'environnement. Ce livre traite surtout des tarifs de rachat, qui sont l'une des mesures les plus efficaces pour encourager l'abandon des combustibles fossiles au profit d'énergies sûres et réellement renouvelables. Il partage avec le lecteur de nombreux enseignements sur la conception des bonnes et mauvaises pratiques et leur mise en œuvre, et présente le débat sur les problèmes que soulèvent les mesures envisagées et les énergies renouvelables en général.

Pour la neutralité climatique : Études de cas sur le passage à une économie faiblement émettrice de carbone

Cette publication présente des études de cas du Réseau pour un climat neutre (CN Net) dirigé par le PNUÉ. Ce réseau fait connaître les initiatives menées par divers acteurs présents dans une variété de secteurs pour se diriger vers la neutralité climatique. La publication présente des expériences riches d'enseignements réalisées par les instances nationales régionales, les municipalités, les entreprises, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales afin de progresser, durant ce siècle, vers une gestion efficace des ressources et une économie verte où les émissions de gaz à effet de serre seront réduites.

Rapport annuel du PNUÉ

En offrant un aperçu des activités du PNUÉ en 2009, ce rapport examine un large éventail d'activités menées par l'organisation tel, comme son mandat le stipule, à savoir suivre la situation de l'environnement dans le monde et promouvoir le développement durable. Prenant le thème de l'économie verte, il donne un aperçu des activités du PNUÉ en 2009. Parmi les faits marquants de l'année, citons l'émergence d'initiatives de croissance verte dans le monde entier, des approches innovantes pour lutter contre les changements climatiques et l'appauvrissement des écosystèmes, et les efforts renouvelés visant à améliorer la gouvernance internationale de l'environnement.

Climate Action 2009/2010
(Agir pour le climat 2009/2010)

Cette troisième édition annuelle de *Climate Action* doit servir à encourager et à aider les gouvernements et les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Elle réunit un certain nombre d'articles visant la diffusion des pratiques optimales et le développement des nouvelles technologies et initiatives et présente des solutions que peuvent appliquer les entreprises et les gouvernements pour réduire leurs coûts et augmenter leurs profits, tout en s'attaquant au changement climatique. Les articles couvrent des sujets aussi variés que l'empreinte écologique de l'homme, les politiques possibles, les aspects commerciaux et financiers, la technologie, l'énergie, les transports, les services écosystémiques, l'environnement construit, et plus spécifiquement l'état de la question au Canada.



« Changing Climate, Changing Economy » (Changement climatique, économie en mutation)
Édité par Jean-Philippe Touffut (Edward Elgar Publishing)

Comment le changement climatique est-il devenu un problème économique? Pourquoi le discours économique a-t-il autant d'impact sur la politique des pouvoirs publics face aux changements climatiques? Comment peut-il contribuer, de manière plus efficace, aux débats scientifiques et publics? Dans « *Changing Climate, Changing Economy* », neuf spécialistes de renom présentent divers points de vue pour expliquer comment l'économie a changé la compréhension de l'environnement mais aussi comment, à l'inverse, l'étude des changements climatiques a modifié l'économie.

« The Three Secrets of Green Business » (Les trois secrets du commerce vert)
Gareth Kane (Earthscan)

Cet ouvrage, sous-titré « Valoriser la compétitivité dans une économie à faibles émissions de carbone » suit la démarche des entreprises qui considèrent l'écologie non pas comme une menace mais comme une réelle opportunité. Pour ceux qui veulent rapidement et efficacement introduire la durabilité dans leur entreprise ou leur organisation, ce guide est à la fois très pratique et très accessible; il présente en outre une liste exhaustive de sujets qui expliquent, entre autres, comment monter un commerce « vert » tout en accroissant les profits.



réflexions

ACHIM STEINER

Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

Le développement, au niveau national, d'économies vertes sera la pierre angulaire du travail du PNUE au cours de ces prochaines années alors que les pays, les sociétés et les communautés font face aux nombreux défis, mais également aux nombreuses opportunités, qui se sont présentées au cours de la première décennie du XXI^e siècle.

Plus d'une vingtaine de gouvernements ont demandé de l'aide ainsi que des conseils pratiques concernant la meilleure manière d'opérer la transition vers une économie à faible émissions de carbone et prônant une utilisation rationnelle des ressources dans le cadre des stratégies de développement et de la planification économique nationales.

L'Initiative pour une économie verte pour l'Afrique est en cours de développement. Dans le prolongement de la troisième Conférence ministérielle africaine sur le financement du développement, qui s'est tenue au Rwanda en mai dernier, un projet pilote concernant six pays dont le Kenya, le Rwanda et la Sénégal sera lancé prochainement.

En Chine, le PNUE travaille en collaboration avec le Ministère de l'environnement et les institutions compétentes afin de réaliser une série d'études sectorielles sur l'émergence d'une économie verte, études qui alimenteront le plan de développement quinquennal du pays. Une autre étude menée en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale vise à examiner les perspectives de développement de l'agriculture organique, tandis qu'en Azerbaïdjan une recherche sur les secteurs prioritaires pour les programmes destinés à promouvoir une économie verte suit son cours.

Les débats qui ont eu lieu dans des pays aussi variés que le Bahreïn, Dubaï, la Jordanie, le Koweït, le Liban et l'Arabie saoudite ont permis de définir les secteurs prioritaires pour le développement d'une économie verte en Asie occidentale. En 2010, un programme de travail environnemental portant sur ce sujet devrait être adopté pour cette région.

Ces événements prometteurs concordent avec la multiplication des évaluations des besoins technologiques à laquelle on a assisté cette année, évaluations qui bénéficient du soutien du Fonds pour l'environnement mondial sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Une aide sera apportée à près de 45 pays afin qu'ils puissent non seulement établir une liste prioritaire de technologies permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter mais également identifier et surmonter les obstacles juridiques, financiers, politiques et autres qui s'opposent à l'introduction de ces technologies. Parmi les 15 premiers pays sélectionnés figurent la Côte d'Ivoire et le Mali en Afrique, le Bangladesh, le Cambodge et l'Indonésie en Asie, l'Argentine et le Guatemala en Amérique latine et la Géorgie en Europe.

Définir la meilleure manière d'intégrer ces services d'infrastructures écologiques de plusieurs milliers de milliards de dollars dans les rouages des économies nationales et régionales constituera également un pilier important de ce travail. Ce pilier s'appuie sur l'étude consacrée à l'économie des écosystèmes et de la biodiversité encadrée par le PNUE, qui publiera son rapport final d'ici la fin de l'année dans le cadre de l'Année internationale de la biodiversité proclamée par l'ONU et de la réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique qui se tiendra au mois d'octobre au Japon.

Rares sont ceux qui auraient pu imaginer que le Nouvelle donne écologique mondiale (Initiative pour une économie verte) lancée alors que pointait, fin 2008, la crise financière et économique, obtiendrait un succès aussi fulgurant. Selon les estimations, environ 15 % des fonds de relance de plus de 3 000 milliards de dollars dégagés à l'échelle mondiale peuvent être considérés comme verts – ce pourcentage atteignant jusqu'à 80 % dans la République de Corée. Des expressions telles que « économie verte » et « croissance verte » sont rapidement entrées dans le langage courant utilisé dans de nombreuses capitales et lors des principaux rassemblements internationaux, y compris les sommets du G8 et du G20 de l'année dernière ainsi que la session ministérielle de l'OCDE.

L'Initiative pour une économie verte, prolongement logique de la Nouvelle donne écologique mondiale, constituera également un aspect important de la réunion annuelle des Ministres de l'environnement organisée à Bali (Indonésie) par le PNUE, permettant aux gouvernements de prendre la mesure de la transition vers des modes de consommation et de production durables et de dresser le bilan des enseignements du passé.

L'urgence des défis auxquels font face toutes les économies, qui vont du changement climatique aux pertes écologiques, devient chaque année plus évidente, tout comme la nécessité de relancer la croissance, vaincre la pauvreté et créer des emplois décents.

Il est peu probable que les modèles économiques du XX^e siècle pourront être utiles pour une planète dont la population s'élève à 6 milliards de personnes et devrait atteindre les 9 milliards d'ici 2050. La population mondiale attend de ses dirigeants et responsables politiques qu'ils trouvent des solutions.

L'Initiative pour une économie verte représente une réponse forte à cette demande de mesures concrètes. Cette initiative semble, en effet, constituer une opportunité intéressante et pratique pour faire face aux risques actuels et émergents. Elle montre également comment des choix politiques intelligents associés à des mécanismes de soutien du marché peuvent conduire l'humanité sur la voie du développement durable, ignorée jusqu'ici.



LEE MYUNG-BAK

Président de la
République de Corée

CROISSANCE VERTE À FAIBLE INTENSITÉ DE CARBONE

La stratégie de croissance à faible intensité de carbone apparaît sans aucun doute comme la solution viable aux problèmes environnementaux auxquels le monde d'aujourd'hui se trouve confronté.

Dans la mesure où la population mondiale devrait atteindre 9 milliards d'ici 2050 et où l'évolution du système climatique menace notre seul et unique habitat, il est impératif que nous trouvions une solution permettant de relancer la croissance économique et de résoudre le problème du changement climatique. C'est la raison pour laquelle nous devons changer de mode de pensée. C'est le choix que j'ai fait en proclamant, le 15 août 2008, la vision nationale de la Corée : « Croissance verte à faible intensité de carbone ».

Pendant de longues années, ceux qui pensaient qu'en s'attaquant au problème du changement climatique on compromettrait l'économie ont dominé le débat en Corée. La plupart des chefs d'entreprise et des dirigeants politiques soutenaient que nous devons retarder notre engagement dans ce domaine afin d'« assurer la compétitivité du pays sur les marchés mondiaux » - comme si l'inaction, à long terme, était dans l'intérêt de la Corée.

J'ai eu la conviction qu'il fallait adopter un nouveau mode de pensée pour sortir de cette impasse. Si une nouvelle voie vers la croissance est inévitable, nous ne devons pas essayer d'y résister mais au contraire nous y engager pleinement. C'est cette philosophie qui sous-tend la stratégie « Croissance verte à faible intensité de carbone ». La croissance verte vise à lutter agressivement contre le changement climatique tout en faisant des technologies et industries vertes nécessaires à ce combat le moteur de la croissance économique nationale. Mais c'est également bien plus que cela. La croissance verte implique un nouveau mode de pensée pour notre société et notre civilisation, rejetant les théories économiques et les modes de vie de l'ère industrielle pour emprunter une nouvelle voie qui satisfasse au besoin de croissance économique, de responsabilité sociale, de responsabilité des entreprises et de

« Pour faire bouger les choses, nous avons besoin de connaissances. Par conséquent, toute discussion concernant le changement climatique ne devrait pas aborder le problème de la réduction des émissions uniquement sous l'angle du < combien > mais également sous celui du < comment >.

Chaque pays doit établir sa propre stratégie pour parvenir à une croissance verte et comme il n'existe pas de voie toute tracée, nous devons nous entraider en chemin. »



© Runstudio/Getty Images

préservation de l'environnement. Il s'agit de changer notre raisonnement pour que les termes « croissance » et « verte » ne soient plus mis en opposition.

Trois conditions sont nécessaires pour pouvoir rendre compatibles les termes « croissance » et « verte ».

D'abord, il faut une volonté politique forte pour s'orienter vers un nouveau mode de pensée. En Corée, j'ai mis en place un Comité présidentiel chargé de surveiller l'intégration de la vision de la croissance verte dans l'ensemble des secteurs de la société, du gouvernement aux collectivités locales et des entreprises aux associations de citoyens. Pour que cette vision se voie accorder la priorité sur toutes les autres politiques en la matière, l'Assemblée nationale

a adopté la Loi fondamentale sur la croissance verte avec le soutien de l'ensemble des partis. Dans le cadre du plan quinquennal de croissance verte du gouvernement, nous consacrons chaque année 2 % de notre produit intérieur brut à la mise en œuvre des politiques environnementales – ce qui dépasse les recommandations faites par le PNUE.

Ensuite, la population doit adhérer à ce nouveau mode de pensée et se débarrasser de ses anciennes habitudes. Un nouvel esprit civique et un engagement institutionnel dans la voie de l'innovation doivent remplacer le strict intérêt personnel et une adhésion servile au statu quo. Sur le plan politique, cela exige des mesures de sensibilisation à la croissance verte ainsi que des mesures d'incitation et de dissuasion adéquates – telles que la

*«Il s'agit de changer notre
raisonnement
pour que les termes
< croissance >
et
< verte >
ne soient plus
mis en opposition.»*

tarification et la taxation du carbone – pour inciter la population à prendre les bonnes décisions. À cette fin, le Gouvernement coréen adopte des objectifs et des mesures contraignants visant à encourager les économies d'énergie dans les bâtiments publics. Certains dispositifs, notamment le système des crédits carbone, visant à récompenser financièrement ceux qui souhaitent faire évoluer les choses, permettent à la population d'être également partie prenante.

Enfin et surtout, une révolution technologique est nécessaire pour nous aider à remplir les deux premières conditions. Ce sont les avancées technologiques qui ouvriront la voie de la croissance verte et qui permettront à la population de réellement changer son mode de vie. Le Forum des grandes économies sur l'énergie et le climat a identifié 10 secteurs de technologies révolutionnaires pour lutter contre le changement climatique, domaine dans lequel la Corée joue un rôle de leader pour ce qui est des réseaux énergétiques intelligents, identifiant les obstacles et définissant les stratégies permettant de les surmonter. La Corée a également identifié 27 technologies vertes qui changeront le monde. D'ici 2020, un quart du total des dépenses publiques en R&D sera consacré aux technologies vertes.

À Copenhague, j'ai évoqué le besoin de développer un partenariat mondial



dont l'objectif serait de parvenir à une croissance verte à l'échelle de la planète. Pour faire bouger les choses, nous avons besoin de connaissances. Par conséquent, toute discussion concernant le changement climatique ne devrait pas aborder le problème de la réduction des émissions uniquement sous l'angle du « combien » mais également sous celui du « comment ».

Chaque pays doit établir sa propre stratégie pour parvenir à une croissance verte et comme il n'existe pas de voie toute tracée, nous devons nous entraider en chemin.

C'est la raison pour laquelle j'ai annoncé la création du Global Green Growth Institute, un centre mondial de réflexion rassemblant les idées, les nouvelles technologies et les politiques développées dans le domaine de la croissance verte. Forte de son expérience unique d'ancien bénéficiaire de l'aide internationale devenu l'un de ses principaux contributeurs, la Corée peut jouer, selon moi, un rôle significatif en aidant l'institut à réduire la fracture entre les pays développés et les pays en développement en matière de changement climatique.

Le PNUE, organisme chef de file des Nations Unies dans le domaine de l'environnement, doit jouer un rôle majeur de pionnier de la croissance verte. D'ailleurs, je salue et continue de soutenir son Initiative pour une économie verte, qui a eu pour effet d'inciter de nombreux pays à s'orienter vers un mode de pensée compatible avec une croissance verte.

La Corée jouera un rôle actif en adoptant ce que j'ai appelé l'approche « moi d'abord ». Trop souvent par le passé, le besoin de mobiliser la communauté internationale afin de protéger l'environnement de la planète a été contrarié par la réticence des nations à agir avant que les autres ne le fassent.

Je pense qu'il est temps pour nous tous d'agir ensemble dans cet esprit du « moi d'abord ». Citons, à cet égard, les paroles de Confucius : « Si quelqu'un entreprend de bonnes choses volontairement, comment les autres pourraient-ils ne pas suivre ». Nous devons travailler tous ensemble pour ouvrir la voie de la croissance verte et je pense réellement que ceux qui agissent en premier récolteront les fruits du monde vert que nous aurons créé.

verbatim

Dipu Moni, ministre des affaires étrangères du Bangladesh, au sujet de la population de son pays, l'une des plus vulnérables au changement climatique.

« Comme pour nous tous ici, il s'agit d'une question existentielle. »

Le Président des États-Unis, Barack Obama, annonçant le soutien des pouvoirs publics à la modernisation du réseau électrique national.

« On assiste en Amérique à une évolution importante vers la création d'une économie basée sur les énergies renouvelables. »

Tim Flannery, Président du Conseil de Copenhague sur le climat.

« ... Je pense que la Chine, qui approvisionne le monde entier, est actuellement en mesure, si elle poursuit dans la voie des énergies vertes, d'ouvrir d'immenses marchés. »

Lord Nicolas Stern, exposant ses arguments en faveur d'une transition vers une économie durable à faible taux d'émission de carbone.

« Nous pourrions... engager le monde sur une voie qui nous permettrait sans doute d'assister à la période de croissance technologique la plus dynamique de l'histoire économique – probablement plus importante que les phases de croissance associées aux chemins de fer et à l'électricité. »

John Hay, porte-parole du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à l'annonce de la Chine concernant son objectif de réduction des émissions de CO₂ à l'approche de la conférence de Copenhague.

« Ca remonte vraiment le moral. »

Manmohan Singh, premier ministre indien, lors d'une rencontre avec le Président des États-Unis, Barack Obama, au mois de novembre.

« Tout comme nous nous sommes associés pour l'avènement d'une économie fondée sur la connaissance, nous avons aujourd'hui l'opportunité de devenir partenaires dans le cadre du développement de l'économie verte du futur. »

chiffres

80 %

C'est le pourcentage des mesures de relance économique coréennes visant à promouvoir une économie verte
— **Actualités PNUE**

150 milliards

C'est le financement annuel recommandé par l'Union européenne pour aider les nations défavorisées à développer des industries vertes et à s'adapter au changement climatique — **The Globe and Mail**

99 %

C'est le pourcentage de la demande d'électricité islandaise satisfaite par des énergies renouvelables — **The New York Times**

60 dollars

C'est la valeur estimative du rendement économique pour chaque dollar investi dans des services écosystémiques
— **Newsweek**

440 milliards de dollars

C'est le montant alloué en 2009 par la Chine aux mesures de relance chinoises visant à développer l'utilisation des énergies renouvelables du pays
— **Actualités COP 15 Copenhague**

119 milliards de dollars

C'est le montant des investissements mondiaux dans le secteur des énergies renouvelables en 2008 — **Business Times**

1/3

C'est la part de la Chine en termes de capacité mondiale de production de l'énergie solaire — **The New York Times**

45 milliards de dollars

C'est l'investissement dans des zones protégées du monde entier, qui pourrait produire des services pour une valeur de 5 000 milliards de dollars par an — **PNUE**

200 millions

C'est l'estimation fournie par la Stern Review du nombre de réfugiés déplacés de façon permanente pour des raisons écologiques d'ici 2050 — **AFP**



HILDA L. SOLIS

Secrétaire d'État au travail,
États-Unis

LES EMPLOIS VERTS



Les États-Unis d'Amérique s'orientent vers une économie d'énergie propre, à la fois plus robuste et plus durable. L'engagement du Président Obama à cette fin fait partie de notre mission au Département d'État au travail. En novembre 2009, nous avons annoncé près de 55 millions de dollars de subventions à la formation professionnelle verte. Ces subventions se traduiront par la création d'emplois verts et aideront les communautés dans l'ensemble du pays à stimuler la reprise économique et à lancer le processus visant à parvenir à l'indépendance énergétique. Il ne s'agit cependant là que d'un début.

En effet, au cours du premier trimestre de 2010, nous annoncerons l'octroi de subventions supplémentaires de 750 millions de dollars pour assurer la formation professionnelle de travailleurs américains dans les industries nouvelles et vertes. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus vaste amorcée au titre de notre American Recovery and Reinvestment Act. Ces investissements permettront aux travailleurs américains de réussir et jetteront du même coup les fondements de la compétitivité de notre pays à long terme.



Bon nombre de nos subventions vertes fourniront un soutien à la formation professionnelle des travailleurs des communautés mal desservies, des vétérans, des femmes, des jeunes et des handicapés. Elles permettront également de promouvoir les Afro-Américains, les Latino-Américains et les Amérindiens. Nous avons également

*« Il nous incombe,
en tant que citoyens
du monde,
de freiner
et
de réparer
les dommages que nous avons
causés
à l'environnement.
Mais ce faisant,
nous voulons également faire
en sorte que notre économie
en tire profit.
À cet égard, les emplois verts
sont gagnants-gagnants :
ils sont bénéfiques tant pour
l'environnement que
pour l'économie. »*

lancé une série de programmes connexes au sein du Département d'État au travail par l'entremise de diverses institutions, notamment du Women's Bureau et l'Occupational Safety and Health Administration. Nous avons tenu plusieurs séminaires sur la préparation des femmes aux emplois verts. Nous avons aussi coparrainé des ateliers visant à améliorer l'accès des handicapés à ces emplois et à assurer la sécurité au travail dans l'industrie des emplois verts. Nous sommes impatients d'aller de l'avant dans ces étapes importantes.

Le Département d'État au travail a permis la réalisation d'un nombre considérable d'autres programmes et mécanismes d'aide par le biais des initiatives National Emergency Grants et Trade Adjustment Assistance. Ces initiatives fournissent un soutien aux États afin de leur permettre d'offrir gratuitement une formation et d'autres services (placement et l'aide au transport, par exemple) aux travailleurs ayant perdu leur emploi à la suite d'effondrements commerciaux ou de catastrophes naturelles. Grâce à ces initiatives, un grand nombre de ces travailleurs au chômage pourront réintégrer le marché du travail, et une bonne partie d'entre eux se tourneront vers des emplois verts.

Il nous incombe, en tant que citoyens du monde, de freiner et de réparer les dommages que nous avons causés à l'environnement. Mais ce faisant, nous voulons également faire en sorte que notre économie en tire profit. À cet égard, les emplois verts sont gagnants-gagnants : ils sont bénéfiques tant pour l'environnement que pour l'économie. J'en ai pris conscience dans le cadre de mon mandat comme membre du Congrès, au cours duquel j'ai travaillé de manière à faire des emplois verts l'une de mes priorités législatives. Je suis fière d'être l'auteure de la Green Jobs Act qui a permis d'allouer des millions de dollars à la formation. Cette loi, promulguée par l'ancien Président Bush, est maintenant mise en application par le Président Obama.

Notre pays a été fondé par des immigrants issus de milieux divers et dotés de compétences multiples. Les Américains sont de grands travailleurs; ils méritent les meilleures possibilités que notre système est en mesure de leur offrir. Une main-d'œuvre préparée aux nouveaux emplois verts bénéficie à tous. Fournir à nos travailleurs des compétences nouvelles et novatrices leur permet de réintégrer le marché du travail après avoir achevé leur formation.

Des partenariats solides sont essentiels à notre succès : ils renforcent nos programmes de formation, nos employeurs et nos industries. Pour cette raison, les initiatives de formation que nous appuyons au Département d'État au travail font appel à des partenariats avec les collèges communautaires, les entreprises locales et les commissions de développement de la main-d'œuvre. De cette façon, nous nous assurons de la participation de tous à la formulation de solutions stratégiques pour maintenir la vigueur de notre économie.

Ces partenariats contribuent à préparer nos jeunes et nos travailleurs au chômage, et même âgés, à l'économie de demain, à les former dans des emplois verts, notamment comme spécialistes des événements météorologiques, installateurs de panneaux solaires, auditeurs énergétiques et experts en matière de voitures hybrides. En bref, d'excellents emplois – sans danger, sûrs, verts et capables de satisfaire aux besoins de la famille – sont ainsi mis à portée d'un plus grand nombre d'Américains. Et, ce faisant, ils nous aident à tendre vers un avenir énergétique propre et bénéfique à l'humanité toute entière.



GERARD KLEISTERLEE
Président-Directeur général
de Philips

Une question d'éclairage



© Ed Horowitz/Getty Images

La crise financière mondiale, j'en suis convaincu, rend encore plus urgente une action décisive pour résoudre le problème du climat. C'est aussi l'occasion de s'attaquer de façon judicieuse à la crise de l'énergie et à la crise du climat, ce qui serait un moyen de surmonter la récession économique et de créer des possibilités de croissance « verte ». Mais pour résoudre ces problèmes il faut un vaste effort concerté, à la fois pour faire largement connaître les solutions aux problèmes de changement climatique

et pour s'attaquer à la tâche redoutable de l'application rapide de ces solutions.

Chez Philips, nous préconisons, face au problème du changement climatique, l'adoption d'une feuille de route ambitieuse. Des progrès importants peuvent être faits immédiatement, au moyen des connaissances et de la technologie existantes, ce qui nous permettrait de préserver une croissance économique mondiale tout en gagnant du temps avant que les solutions reposant sur

les énergies renouvelables atteignent leur pleine maturité. En fait, plusieurs études de la société McKinsey montrent que le moyen le plus rapide et le plus économique de réduire les émissions de carbone consiste à investir dans des mesures visant à améliorer les rendements énergétiques, dans les bâtiments, le transport et l'éclairage par exemple.

Des solutions reposant sur un éclairage à bon rendement énergétique peuvent jouer un rôle important

« Des progrès importants peuvent être faits immédiatement, au moyen des connaissances et de la technologie existantes, ce qui nous permettrait de préserver une croissance économique mondiale tout en gagnant du temps avant que les solutions reposant sur les énergies renouvelables atteignent leur pleine maturité. »

à cet égard, car elles sont d'un intérêt immédiat et peuvent être appliquées sans attendre. L'éclairage représente en effet environ 19 % de la consommation mondiale d'électricité, or 75 % de l'éclairage est assuré au moyen de techniques anciennes, à faible rendement énergétique. En moyenne 40 % de l'électricité consommée à cette fin pourrait être économisée si l'on passait des techniques d'éclairage anciennes à des moyens modernes, à bon rendement énergétique, qui sont d'ores et déjà disponibles. Cela représente l'équivalent de 120 milliards d'euros d'économies sur les facteurs d'électricité, ou encore la production de 600 centrales électriques, ou encore l'équivalent de 1,8 milliard de barils de pétrole par an.

Par ces solutions, on met en œuvre une démarche triplement gagnante : on permet aux ménages, aux entreprises et aux pouvoirs publics de faire des économies, on réduit les émissions de gaz à effet de serre et on crée de nouveaux emplois « cols verts » pour une reprise économique verte.

Mais cela signifie qu'il faut commencer à réfléchir autrement. Si l'énergie devient plus coûteuse et est moins abondamment disponible, cela peut amener à faire des choix différents dans la gestion des entreprises. Dans les pays émergents, la main-d'œuvre bon marché sera peut-être remplacée par l'énergie bon marché, et cela pourrait conduire à l'ouverture de chaînes de valeur à caractère plus nettement régional ou même à une production régionale. L'accès à l'énergie deviendra ainsi peut-être le critère le plus important d'aménagement urbain, puisque, maintenant, plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes, celles-ci absorbant 70 % de la consommation mondiale d'énergie.

Il est surprenant de voir combien il y a à gagner à une meilleure utilisation des

technologies déjà disponibles. C'est pourquoi nous travaillons en équipe avec de nombreux partenaires, dans le monde entier, par exemple avec le World Green Building Council, dans l'espoir d'améliorer de 40 % les rendements énergétiques dans les villes au cours des dix prochaines années. Il faut d'abord réfléchir à la rénovation des immeubles, à de nouvelles méthodes de construction dans les pays développés – et créer ainsi des villes à bon rendement énergétique pour le XXI^e siècle dans les pays émergents ou en développement, où il serait particulièrement indiqué de s'abstenir de copier le modèle des villes du XX^e siècle, grosses consommatrices de combustibles fossiles.

Mais les nouveaux paradigmes technologiques supposent aussi des modèles de gestion spécifiquement adaptés. La plupart des innovations réussies ne consistent pas à inventer une nouvelle technologie mais à intégrer une technologie bénéfique dans un nouveau paradigme. Donc il ne s'agit pas seulement d'envisager des produits nouveaux mais aussi et surtout d'introduire des innovations systémiques susceptibles d'aider à réduire la consommation d'énergie et d'améliorer le bien-être de la population, prenant en compte les effets d'une meilleure réglementation de l'éclairage, et de l'architecture et d'un aménagement urbain adapté.

Ces faits et ces chiffres ont certes une connotation commerciale, mais je suis convaincu que nous en avons besoin et nous avons besoin aussi de pratiques optimales pour nous permettre d'agir face à ces menaces mondiales sans précédent tout en améliorant notre compétitivité économique.

Ce n'est qu'au prix d'une action mondiale radicale et coordonnée que nous pourrions réellement avoir un impact. Les entreprises peuvent fournir des techniques, trouver des solutions financières et améliorer la

prise de conscience, mais il appartient aux pouvoirs publics d'apporter la stimulation économique voulue et de suivre des politiques et d'adopter une réglementation appropriée. C'est pourquoi nous appelons de nos vœux des politiques visant à améliorer les rendements énergétiques, par l'adoption de normes ambitieuses de performance et de rendement. Il est donc essentiel, pour une application réussie d'une législation sur les rendements énergétiques, de « fixer des objectifs chiffrés » et d'appliquer des « instruments financiers » à la fois internationaux et nationaux.

Il faut également largement reconnaître que nous devons réfléchir aux facteurs psychologiques – et pas seulement aux facteurs rationnels et juridiques – pour faire largement comprendre ce que serait une société future durable, et pour en faire adopter les principes. Les citoyens et les consommateurs, en effet, ne se font pas une représentation concrète de ce à quoi ressemblerait une société écologiquement durable – et on déplore aussi une mauvaise compréhension de la prise de conscience des avantages à attendre, valoriser un soutien du public et de la société. Il est plus important encore que les entreprises, les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales travaillent ensemble pour sensibiliser les citoyens et les consommateurs à ce que pourrait être leur contribution personnelle, même si celle-ci peut paraître minime à chacun, car elle devient tout à fait substantielle quand on la multiplie par le nombre de personnes qui se soucient de faire quelque chose.

Personne ne peut résoudre à lui tout seul ces crises – ni les hommes de science, ni les acteurs publics ou privés. Il faut donc une meilleure collaboration, dans les partenariats les plus variés, pour accélérer les mesures et les initiatives concrètes, de façon à avancer sur la voie d'une société durable, novatrice et compétitive.



PAVAN SUKHDEV

.....
Conseiller spécial et
chef du projet
« Initiative pour une
économie verte » du PNUE

Tout repose sur le capital naturel



Plus de 800 experts de nombreuses disciplines se sont récemment rencontrés à Dubaï pour préparer la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos. Ils ont recensé pas moins de 75 secteurs à problèmes et ont nommé, pour chacun, un Conseil mondial, composé d'une douzaine d'experts chargés de réfléchir et d'en tirer des leçons pour une coopération mondiale. J'ai été invité à présider un conseil sur l'appauvrissement des écosystèmes et de la biodiversité, ou capital naturel, mais dès le début de la discussion, le Conseil s'est rapidement rendu compte que les difficultés inhérentes à notre secteur étaient partagées ou étaient, en fait, la cause de difficultés rencontrées dans pas moins de 40 autres secteurs.

Prenons, par exemple, les conseils évaluant les risques mondiaux (pénuries d'eau douce, pénuries alimentaires, nutrition, pandémies, catastrophes et commerce illicite) : tous considéraient l'appauvrissement des écosystèmes et de la biodiversité comme des facteurs essentiels. Le conseil sur les migrations constata que, pour lui, son problème le plus important était le dépérissement des récifs coralliens et des bancs de poisson tropicaux, source de la migration potentielle de 200 millions de personnes. Les questions de sécurité (États fragiles, droits de l'homme) étaient liées à l'existence des biens et des services que la nature procure aux populations pauvres. Tous les conseils régionaux, de l'Australie à l'Amérique latine, ont diagnostiqué des problèmes importants découlant du mauvais usage du capital naturel. L'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements grâce

aux écosystèmes ainsi que la gestion des océans, en particulier la survie de la pêche en haute mer, étaient indissociables des écosystèmes et de la biodiversité.

Lorsque je fis part de ces réflexions à un ami membre d'un autre conseil, il haussa les sourcils et s'exclama : « Eh bien, cela ne me surprend guère. Tous les autres conseils dépendent du tien! ». Cela signifie en clair que la Terre est notre seule maison et que ses écosystèmes et sa biodiversité, qui sont le cadre physique et le tissu vivant de la planète, offrent aux hommes l'air, la nourriture, l'eau, les combustibles et les fibres dont ils ont besoin, ainsi que tout un ensemble de services écosystémiques qui rendent la planète habitable.

Le capital naturel, à savoir les écosystèmes et la biodiversité qui s'offrent aux hommes, est à la base de toute chose. Pourtant, la déperdition annuelle du capital naturel terrestre correspondant à la perte des avantages pour le bien-être humain causée par la seule destruction des forêts se chiffre entre 2 000 et 4 500 milliards de dollars. Pourquoi des pertes de capital si importantes ont-elles échappé à la vigilance des peuples et n'ont pas reçu de réponses politiques appropriées? D'après moi, la cause principale réside dans l'invisibilité économique du capital naturel. En effet, les biens et les services qu'il produit sont en grande partie des « biens collectifs » qui ne sont ni mesurés, ni gérés, et dont les bénéficiaires disposent librement et directement.

Le capital naturel n'apparaît pas dans les comptes nationaux. Les instruments de mesure dans leurs formes actuelles

remontent à la deuxième Guerre mondiale et au plan Marshall, lorsque les économistes Richard Stone et James Meade, soutenus par J.M. Keynes, les concurent pour garder la trace comptable de l'activité économique. Au vu des circonstances, leur système était nécessairement « industriel » : il n'y avait pas de place dans ce système pour la dégradation de l'environnement et l'évolution sociodémographique. Après la guerre, on continua d'utiliser le même système avant de l'adapter pour créer les méthodes de calcul du PIB appliquées aujourd'hui à travers le monde.

Les créateurs du PIB avaient conscience de ses limites. « Les trois piliers sur lesquels l'analyse de la société doit reposer sont les études des phénomènes économiques, sociodémographiques et environnementaux » affirmait Richard Stone, recevant le prix Nobel en 1984. Il ajouta que son travail portait essentiellement sur la comptabilité économique et qu'il n'avait pas pu consacrer beaucoup de temps à son équivalent environnemental, bien qu'il fût conscient « que l'on peut fort bien comptabiliser les dimensions environnementales telles que la pollution, l'affectation des terres et les ressources non renouvelables ».

Ainsi donc, les créateurs de la méthode actuelle de calcul du PIB considéraient leur travail comme inachevé, et l'admettaient déjà il y a 25 ans. Malheureusement, on a continué à consacrer beaucoup d'énergie au perfectionnement de ce concept incomplet et dépassé.

Notre boussole économique est défectueuse et doit être améliorée afin de mieux refléter le rôle du capital humain et naturel. Il faut s'assurer que les coûts et les avantages de la conservation de la nature sont calculés le mieux possible, qu'ils sont reconnus par tous (dirigeants, entreprises et citoyens), qu'ils sont pris en considération dans les comptes sociaux et qu'ils sont gérés de sorte à être répartis plus équitablement entre les communautés et à perdurer pour les générations à venir.

*« Nous avons besoin
d'une < économie verte >
exploitant
la productivité de
la nature pour
augmenter
la biocapacité
de la Terre
et
assurer ainsi à
l'humanité
un bien-être plus
grand
et
mieux réparti. »*

Notre projet « Économie des écosystèmes et de la biodiversité », qui fait désormais partie de l'Initiative pour une économie verte du PNUE, et dont les résultats seront publiés en octobre lors de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, a pour but de présenter des solutions au problème de l'invisibilité économique du capital naturel et de décrire les moyens de reconnaître et rémunérer le produit de ce capital. Les rapports établis à ce titre et le Rapport sur l'économie verte examinent le malaise dans le capitalisme moderne et recommandent divers moyens de réformer la politique et d'organiser les marchés pour produire davantage de richesses, créer des emplois décents et engendrer moins de pauvreté. Le capital naturel et ses valeurs ainsi que le meilleur usage que l'on peut en faire sont au cœur du projet et constituent une composante essentielle de la future économie verte.

Si nous voulons que le capitalisme fonctionne, il faut que le capital naturel soit reconnu dans toutes ses dimensions aussi bien physiques (actifs financiers, autres actifs générés par l'homme), humaines (éducation, santé), sociales (harmonie collective, relations humaines, etc.) que naturelles (fleuves, terres humides, forêts, récifs coralliens, ainsi que la biodiversité qui y vit). Cette notion n'est pas nouvelle. Elle est l'héritage des « ressources économiques de base » d'Adam Smith : « terre, travail, capital ». Mais, à cette époque, la terre et le travail étaient disponibles en abondance et la colonisation augmenta beaucoup ces ressources. L'énergie ne constituait pas alors un facteur de production important. Le facteur limitatif était le capital financier. Les temps ont bien changé!

Nous avons désormais besoin d'un capitalisme « tridimensionnel » englobant le capital financier, le capital naturel et le capital humain. Nous avons besoin d'une « économie verte » exploitant la productivité de la nature pour augmenter la biocapacité de la Terre et assurer ainsi à l'humanité un bien-être plus grand et mieux réparti. Nous devons penser le capital naturel non pas comme une catégorie d'actifs qui seraient secondaires, non pas comme une source de « matières indéfinissables » destinées à l'alimenter nos chaînes de production, mais comme une infrastructure écologique complexe et précieuse qui nous offre à la fois des biens (alimentation, combustibles, fibres, etc.), des services (nettoyage de l'air, régulation du cycle de l'eau douce, régulation du climat, etc.) et des idées (applications du biomimétisme susceptibles de transformer radicalement nos modes de production actuels). Il faut que la classe politique et les chefs d'entreprise réfléchissent ensemble à la reconstitution du capital naturel afin que non seulement nous et nos enfants, mais aussi les générations futures, puissent encore profiter des contributions qu'il apporte presque gratuitement au bien-être des hommes.

prix et événements

PRIX SEED 2009

Les projets environnementaux au niveau des communautés locales au Zimbabwe, au Bangladesh, en Colombie, en Afrique australe, en Inde et au Niger ont obtenu le Prix SEED d'or 2009. Les Prix SEED sont décernés chaque année dans le cadre de l'initiative SEED, qui vise à soutenir des entrepreneurs œuvrant pour le développement durable. Ils récompensent de jeunes entreprises locales à l'avenir prometteur, qui travaillent dans les pays en développement en vue d'améliorer les moyens de subsistance, de lutter contre la pauvreté et de gérer durablement les ressources naturelles. Les gagnants recevront un soutien adapté à leurs activités, notamment au travers de partenariats, et la somme de 35 000 dollars pour les aider à s'établir durablement et à accroître leur impact.

www.seedinit.org



GREEN AWARDS POUR LA CRÉATIVITÉ ET LA DURABILITÉ

Les prix Green Awards récompensent les meilleurs exemples de marketing vert et de communication pour le développement durable qui ont réellement modifié la donne dans la lutte contre le réchauffement planétaire. Ils reconnaissent l'excellence dans 16 catégories, depuis la meilleure campagne écologique internationale, dans la catégorie générale, jusqu'au meilleur militant écologique, pour tout individu ou petit groupe qui défend les valeurs d'un développement durable. Les lauréats de 2009, annoncés en novembre, ont été présents dans nombre de médias, où ils se sont exprimés sur des sujets aussi variés que le transport et l'alimentation durables, la réduction du volume des déchets, l'efficacité énergétique, le bien-être animal ou encore la responsabilité sociale des entreprises.

www.greenawards.co.uk/home



PRIX ELIZABETH HAUB

Le 22 octobre 2009 à Stockholm, le Professeur Laurence Boisson de Chazournes a reçu le Prix Elizabeth Haub 2008 pour le droit de l'environnement. Mme Boisson de Chazournes a été récompensée pour sa contribution exceptionnelle au développement du droit international de l'environnement, et ce grâce à ses connaissances et son enseignement dans ce domaine, ainsi qu'à la mise en pratique de ses théories dans des organisations telles que la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, la Commission d'indemnisation des Nations Unies et la Cour internationale de justice. Parrainé par le Conseil international du droit de l'environnement et par l'Université de Stockholm, ce prix est considéré comme la distinction internationale la plus prestigieuse décernée à un juriste spécialisé dans l'environnement.

<http://www.kssf.de/EHF/>



JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU



World Water Day
2010
Clean Water for a Healthy World

La Journée mondiale de l'eau, célébrée le 22 mars de chaque année, a pour objectif de sensibiliser le public à l'importance de l'eau et de promouvoir l'utilisation durable de cette dernière. Le thème retenu pour 2010 est « la qualité de l'eau » et les principaux événements et activités appelleront l'attention sur le maintien de la santé des écosystèmes et le bien-être humain qui dépendent de la qualité de l'eau. Partout dans le monde, un certain nombre d'activités ont été prévues, notamment une conférence mondiale sur la qualité de l'eau, des campagnes d'action sur la prévention de la pollution, le nettoyage et la remise en état, des discussions sur les politiques internationales, ainsi que des publications et des activités de sensibilisation.

www.unwater.org/worldwaterday

QUINZIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CITES

Doha (Qatar) accueillera du 13 au 25 mars 2010 la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Cette convention vise à faire en sorte que le commerce international de certains animaux et plantes sauvages ne compromette pas leur survie. Les 175 pays signataires de cette convention se réuniront pendant deux semaines pour en examiner l'application, afin d'en améliorer l'efficacité.

www.cites.org



JOUER POUR LA VIE



L'Année internationale de la biodiversité a débuté en janvier 2010 avec le lancement de la campagne « Jouer pour la vie », un projet conjoint du PNUE et de la marque de vêtements de sports Puma. Ce projet vise à sensibiliser les fans de football et le grand public aux questions de l'habitat et de la conservation des espèces au cours des compétitions mondiales de football, notamment la Coupe d'Afrique des Nations en Angola et les matchs amicaux internationaux qui précéderont la Coupe du monde de 2010 en Afrique du Sud. Cette campagne permettra également de recueillir des fonds pour les projets de conservation de la biodiversité en Afrique.

www.unep.org



Un double dividende

Dans la lutte contre la crise financière, la coopération et la coordination multilatérales se sont avérées importantes. Elles ne sont pas moins essentielles, maintenant que nous tentons de résoudre d'autres grands problèmes mondiaux. Il y a avant tout le problème du changement climatique. Rares sont les questions plus importantes que la nécessité de parvenir à une croissance équilibrée et viable à la fois sur le plan environnemental et social. A l'OCDE, nous sommes convaincus qu'il est tout à la fois possible de résoudre le problème du changement climatique, de poursuivre la croissance de l'économie et de créer des emplois de qualité.

L'Accord de Copenhague, élaboré lors de discussions difficiles, est loin d'être parfait. Mais comme la plupart des pays le signeront sans doute, il représente une percée majeure vers une action



ANGEL GURRÍA

Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

internationale collective pour limiter les émissions à l'échelle mondiale et pour aider à rendre les économies plus solides et moins polluantes. Au cours de l'année qui vient, l'OCDE contribuera aux efforts internationaux pour faire avancer les choses.

Nous mettrons également l'accent sur l'économie verte et nous aiderons les gouvernements à en tirer le meilleur parti possible. Lors de la réunion du Conseil ministériel de l'OCDE qui s'est tenue en juin dernier, nous avons

été chargés d'élaborer une stratégie de croissance verte. Il faudra pour cela adopter dans chaque pays une perspective globale interministérielle, en appliquant une politique du travail et une politique sociale visant à promouvoir la transition à une économie émettant peu de carbone, tout en apportant une aide à ceux dont l'emploi et les moyens d'existence seraient menacés.

Or, certaines politiques peuvent donner un « double dividende » en contribuant à la fois à l'emploi et à la croissance verte. Les politiques de relance budgétaire que les pays de l'OCDE ont mises en œuvre pour stimuler la croissance comprenaient des investissements dans des projets liés à l'environnement. Ces projets sont également souvent créateurs d'emplois nombreux.

Pourtant, l'impact, sur le marché du travail, du passage à une économie faiblement émettrice de carbone



© Gilles Mingasson/Getty Images

main-d'œuvre et remédier aux insuffisances de qualification qui risqueraient de ralentir le passage à une croissance plus verte.

Parallèlement, nous étudions aussi les mécanismes qui permettraient d'innover dans le financement international afin d'aider les gouvernements à déterminer au mieux, dans leur propre politique, le prix du carbone et à adresser le bon signal aux investisseurs privés pour qu'ils soutiennent une société faiblement émettrice de carbone. Selon l'analyse faite par l'OCDE, si l'on met en place un dosage approprié de politiques et d'instruments pour fixer un prix du carbone susceptible de réduire les émissions de 20 % dans les pays développés en 2010, cela entraînera une augmentation de leur PIB de 2,5 %. Il y aura certes de nombreux usages concurrentiels de ces recettes supplémentaires, mais une fraction de ce montant suffirait pour trouver les fonds publics que, dans l'Accord de Copenhague, les pays développés ont décidé de mobiliser.

Nous réfléchissons aux moyens d'aider les pays en développement à gérer au mieux les risques et à mettre leur développement à l'abri des impacts du changement climatique. Nous délimitons des options susceptibles de stimuler l'innovation, depuis les toutes premières phases du développement technologique jusqu'à la diffusion et au transfert de technologies nouvelles. Un accès facile et rapide aux écotecnologies faiblement émettrices de carbone et aux technologies qui peuvent concourir à l'adaptation sera d'importance critique pour garantir une action rapide et efficace dans les pays en développement. Nous examinons également les moyens de mieux informer le consommateur et l'industrie dans leurs choix et de travailler avec les collectivités territoriales pour repérer et faire connaître des pratiques optimales locales susceptibles de réduire les émissions.

La crise offre l'occasion d'un infléchissement décisif vers une croissance écologiquement plus rationnelle. L'hypothèse de départ est que l'économie et la croissance sont compatibles. Nous pourrions et nous devrions rechercher l'une et l'autre.

sera plus complexe que la simple création d'emplois dits « verts ». À l'heure actuelle, nous ne savons pas exactement comment ce passage à la croissance verte retentira sur l'emploi et les travailleurs. Les emplois verts offriront certainement de nouvelles possibilités à de nouveaux travailleurs, mais certains emplois actuels seront éliminés et d'autres seront transformés, car ils appelleront des qualifications et des méthodes de travail qui devront s'adapter aux besoins de l'économie verte. Pour guider les politiques à suivre dans ce domaine, il faut procéder à des recherches approfondies.

Mais il est déjà évident que l'ajustement réussi du marché du travail à une croissance plus nettement écologique dépendra de deux types de politiques :

- Les politiques visant à concilier une mobilité élevée du travail avec la sécurité du revenu, par exemple en alliant des allocations de chômage adéquates à des mesures efficaces de retour à l'activité, seront la condition essentielle d'un redéploiement sans heurts et rapide des travailleurs au profit du passage à une croissance

verte. De telles politiques sont également nécessaires pour garantir que les inévitables dépenses liées à la transition ne soient pas concentrées de façon injuste sur une minorité de travailleurs malchanceux – et cette condition est à son tour indispensable pour entraîner et préserver une acceptation politique de la notion de croissance verte.

- Il est essentiel de renforcer les systèmes nationaux d'éducation et de formation pour assurer le passage à une économie faiblement émettrice de carbone. Les emplois verts – y compris les emplois déjà existants qui devront être repensés – supposent de nouvelles qualifications, et les gouvernements ont un rôle important à jouer pour aider les travailleurs à les acquérir. Des programmes publics de formation peuvent aider les travailleurs – notamment ceux qui changent d'emploi – à acquérir des « qualifications vertes ». Mais cela ne saurait suffire. Les pouvoirs publics, les employeurs et les établissements d'enseignement supérieur et professionnel devront travailler ensemble pour prévenir les variations de la demande de

ELINOR OSTROM

Le 12 Octobre 2009, Elinor Ostrom, politologue américaine, devient la première femme à recevoir le prix Nobel de l'économie. Ostrom est spécialisée dans les ressources communes en eau. Elle s'est intéressée à découvrir comment les gens peuvent envisager et gérer les ressources naturelles – les forêts, les stocks de poissons, les lacs et les pâturages – comme une propriété commune à chacun. Elle a constaté que lorsque les membres des communautés locales ont accès au contrôle de leurs ressources, ils créent souvent des règles, qu'ils appliquent, et qui conduisent à des modèles de gouvernance économique efficaces et durables. Ostrom est précurseur dans le domaine et elle a élargi les paramètres de la théorie économique traditionnelle pour y inclure les institutions non marchandes et les communautés locales qui les animent. En insistant sur la façon dont les humains interagissent avec les écosystèmes pour maintenir le rendement à long terme des ressources durables, elle a attiré l'attention sur l'importance du développement durable des ressources.

IAN REDMOND OBE

Parmi toutes les actions qu'il a entreprises pour conserver la faune, Ian Redmond a été Ambassadeur de l'Année du Gorille en 2009 pour l'Organisation des Nations Unies. Redmond est biologiste de terrain en milieu tropical et écologiste, renommé pour son travail sur les grands singes et les éléphants. Depuis plus de 30 ans, il a été associé à des recherches sur les gorilles de montagne, des tournages, des travaux sur le tourisme et la conservation. Il est consultant et conseiller pour nombre de grandes organisations internationales chargées de la conservation de la faune et il est actuellement consultant en chef du GRASP (Projet PNUE/UNESCO pour la survie des grands singes), dont il a contribué au lancement en 2001. Parmi les plus importants films documentaires réalisés par Redmond, on peut notamment citer celui qui présente Sir David Attenborough aux gorilles en 1978, la très célèbre série de la BBC « Life on Earth » (« La vie sur Terre ») et celui où il enseigne à Sigourney Weaver à grogner comme un gorille en 1987, pour son premier rôle dans Gorilles dans la Brume.



GEORGE SOROS

« La seule chose que je sache faire, c'est de faire travailler l'argent », a déclaré George Soros, l'une des personnes les plus riches du monde, en évoquant la lutte contre le changement climatique. Dans le processus menant à la conférence de l'an passé à Copenhague, Soros a promis d'investir plus de 1 milliard de dollars dans ces technologies propres qui contribuent à la résolution du problème du changement climatique. Il a également annoncé la création de l'Initiative pour des politiques climatiques – concrètement il s'agit de services consultatifs d'une part, de promoteur politique d'autre part, et ce, avec les contrôles nécessaires – en vue de répondre aux préoccupations de l'opinion publique telles que les politiques et les programmes qui sont créés pour lutter contre le changement climatique. Au cours de la prochaine décennie, M. Soros financera cette Initiative à hauteur de 10 millions de dollars par année.

ANDY SCHROETER

Andy Schroeter est à la tête d'une entreprise qui apporte des énergies renouvelables abordables à des centaines de communautés isolées de la République démocratique populaire Lao. Depuis 2002, Sunlabob Rural Energy Limited, située à Vientiane, capitale du Laos, a installé plus de 5 600 systèmes dans plus de 450 villages et localités partout dans le pays. Sunlabob installe des systèmes solaires individuels et loue des lanternes solaires pour les familles. Le coût de location est inférieur au coût du kérosène, incitant ainsi les familles à passer aux énergies propres, plus saines et plus durables. La société a déjà commencé à s'étendre au Cambodge et en Indonésie, et d'autres plans d'expansion sont d'ores et déjà en projet. Parmi les nombreuses récompenses remportées par le passé, Sunlabob est un des précédents gagnants du Prix Sasakawa du PNUE.

BHARRAT JAGDEO

Pendant plusieurs années, le Président guyanais Bharrat Jagdeo a travaillé sur une étude financière qui conclut que les forêts ont plus de valeur préservées qu'exploitées. Parfaitement conscient que la déforestation est responsable de plus de 20 % des gaz à effet de serre générés par l'homme, le Président Jagdeo, économiste et ancien ministre des finances, cherche à convaincre les investisseurs de payer pour le maintien et la préservation des 16 millions d'hectares de forêt tropicale qui couvrent la Guyane. Et sa tenacité a porté ses fruits: en novembre de l'année dernière, la Guyane a signé un Pacte Forêt-Climat avec la Norvège. En vertu de cet accord, la Norvège investira jusqu'à 250 millions de dollars dans la protection des forêts de Guyane afin d'éviter les impacts de la déforestation sur les changements climatiques. Cet accord – offrir une compensation au carbone consommé – est l'un des premiers à être signés en vertu de cette initiative connue sous le nom de REDD, – Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts.

FAIZA HAJJI

Ecologiste et photographe de terrain, Faiza Hajji travaille dans le développement durable et présente ce que les citoyens ordinaires d'Afrique font pour s'attaquer aux changements climatiques. Hajji gère un projet dénommé IFASSEN ("mains" en berbère) destiné à diminuer le nombre de sacs plastiques dans l'environnement mais aussi à aider ses compatriotes marocains à percevoir un revenu équitable. Le projet emploie 21 artisanes qui ramassent les sacs en plastique qui jonchent le sol de leur communauté, puis les nettoient, les sèchent et les tissent afin d'en faire des sacs et des paniers. Dans son essai photographique « Caring Hands », Hajji présente les travaux de IFASSEN; l'essai a remporté le concours de photographie « Picture This: Caring for the Earth » (prendre soin du monde) organisé pour la première fois en 2009.

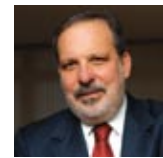


DIPAL CHANDRA BARUA

Dipal Chandra Barua est un visionnaire dont les efforts auront permis d'approvisionner en énergie renouvelable des millions de personnes vivant en milieu rural au Bangladesh. Barua est le directeur général fondateur de la Grameen Shakti, une organisation qui vise à sauver les populations rurales de la "pauvreté énergétique" en combinant la technologie d'énergie renouvelable et de micro-crédit. Sous la direction de Barua, Grameen Shakti a installé plus de 200 000 systèmes d'énergie solaire et développé un certain nombre d'autres initiatives novatrices, notamment la technologie du biogaz qui permet de convertir les déchets de vache et de volailles en gaz pour la cuisson et l'éclairage. Grameen Shakti a monté plus de 6 000 installations pour fabriquer le biogaz et prévoit d'en construire 500 000 de plus d'ici 2012. Grâce à un programme de micro-crédit très efficace, la Grameen Shakti a formé des femmes vivant en milieu rural pour qu'elles deviennent techniciennes solaires, leur offrant ainsi un avenir d'entrepreneur. Barua a été le premier lauréat du prix Zayed de l'énergie future, il est aussi un ancien collaborateur de « Our Planet » (Notre Planète).

ANGELIQUE KIDJO

La parolière et chanteuse ouest-africaine, Angélique Kidjo, qui a obtenu un Grammy Award, a longtemps été une voix pour l'environnement. Dans la période précédant les négociations sur le changement climatique à Copenhague, elle a enregistré un nouveau vidéoclip pour la campagne de l'ONU "Seal the Deal!" (Scellons l'accord!) où figurait sa chanson Agolo (S'il vous plaît), qu'elle a écrite en 1994 quand elle a réalisé son propre niveau de consommation carbone et qu'elle a réfléchi sur les comportements à adopter pour pouvoir faire une différence en tant qu'individu. Kidjo a également joué durant la soirée de l'UNICEF à Copenhague pour lancer le Sommet sur le climat. En tant qu'ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF depuis 2002, elle a soutenu des initiatives comme le Partenariat Pauvreté-Environnement, figure parmi les ambassadeurs de l'organisation « Live Earth » pour l'événement « Run for Water » (Courons pour l'eau) et est une ancienne collaboratrice de « Our Planet » (Notre Planète).



ARMANDO MONTEIRO NETO

Président de la Confédération
brésilienne de l'industrie

Découplage = durabilité



«...le découplage de la croissance économique et de l'augmentation des émissions passe par la technologie et par des modes de consommation moins gourmands en énergie.»

Les économies européennes, en particulier l'Allemagne et le Danemark, montrent que le découplage de la croissance économique et de l'augmentation des émissions passe par la technologie et par des modes de consommation moins gourmands en énergie. L'industrie brésilienne, elle aussi, préconise ce découplage – d'ailleurs compatible avec une industrialisation axée sur la durabilité – afin de générer des emplois verts et de maintenir le bouquet énergétique brésilien déjà relativement propre.

La volonté du Brésil d'encourager un large usage de l'éthanol, l'utilisation de sources d'énergies renouvelables pour 46 % de ses approvisionnements et les récentes mesures incitatives visant à augmenter le nombre de parcs d'éoliennes confirment l'avance de ce pays dans l'adoption d'initiatives industrielles propres. Mais nous devons aller plus loin. La fiscalité des investissements en faveur des technologies à faibles émissions de carbone doit être allégée et les Brésiliens doivent apprendre à innover afin d'assurer la compétitivité et d'éviter la « marchandisation » de l'économie.

L'industrie brésilienne ne se borne pas à un intérêt poli pour ce mode d'industrialisation associant durabilité et connaissance; elle la préconise activement sans renoncer au droit au développement. Néanmoins, il faut respecter la logique du marché de même que le texte de la convention sur le climat, qui prévoit que les pays développés « fourniront des ressources financières nouvelles et additionnelles pour couvrir la totalité des coûts convenus encourus par les pays en développement Parties du fait de l'exécution de leurs obligations ». Nous devons tous, avant la Conférence de Mexico, relire ce passage et l'adopter comme principe de base.

La venue à la conférence de Copenhague de plus de 100 chefs d'État révèle que des milliards d'habitants de la planète souhaitent des changements qui devraient aider à stabiliser le climat. Parmi les aspects positifs, la conférence a démontré que, sur une échelle des problèmes que la communauté internationale souhaite voir aborder, la stabilité climatique se situe au même niveau que la lutte contre la pauvreté et le maintien de la paix. Néanmoins, la neige qui tombait sur la capitale danoise a froidement rappelé les participants à la réalité : malgré le travail et les appels insistants des négociateurs, les propositions soumises par les pays développés sont restées modestes et n'ont pas débouché sur l'accord ambitieux attendu. Les négociations ont été reportées à la prochaine conférence, qui se tiendra à Mexico en décembre.

Si les pays émergents ont annoncé des engagements chiffrés en matière d'émissions avant le début de la conférence, renforçant le Plan d'action de Bali, les pays développés se sont dérobés, leur rhétorique dissimulant

mal le peu d'ambition de leurs objectifs, assortis de toute une série de conditions. Ces objectifs se sont également avérés incompatibles avec la protection des petits pays insulaires, la mise en place d'un financement prévisible pour une croissance propre dans les pays en développement ou l'obtention de garanties que les pays développés émettraient, en 2020, au maximum 75 % des niveaux d'émissions de 1990.

Les dirigeants des pays développés ont adopté une attitude générale qui était en contradiction avec la décision de stabiliser l'augmentation moyenne de la température de la planète à 2°C d'ici la fin de ce siècle, qu'ils avaient prise lors du dernier sommet de L'Aquila. Parmi les mesures concrètes visant à assurer que les économies soient en mesure d'atteindre cet objectif figure la mise en place d'un nouveau cadre de financement privé et public, tant au niveau mondial que national. Ce financement permettrait aux économies émergentes de créer les conditions nécessaires à la réduction des émissions à moyen terme tout en préservant leur droit légitime à la croissance économique.



GUNTER PAULI

Fondateur de ZERI
(Zero Emissions Research and Initiatives)
et auteur du livre
à paraître *The Blue Economy*

L'Économie BLEUE





Qui douterait du fait que le monde a besoin d'un nouveau modèle économique? Nous devons trouver une manière de répondre aux besoins fondamentaux de la planète et de tous ses habitants à partir des produits de la terre. Un grand nombre de mesures d'envergure ont été prises dans l'esprit de la viabilité écologique. Cependant, on attend toujours les solutions qui permettront une percée majeure dans cette voie.

Les modèles économiques du passé se sont effondrés et l'économie verte s'est avérée la seule réponse rationnelle. L'économie verte a certes eu un impact sur les produits spécifiques dans des créneaux très limités comme le commerce équitable du café et du thé. Toutefois, elle est loin d'influencer l'ensemble du système économique. Le problème de l'économie verte est de convaincre les entreprises d'investir plus et les consommateurs de payer davantage. C'est une solution valable et justifiée quand l'économie mondiale est florissante et le chômage en

diminution ou lorsque les ressources financières des principaux acteurs du marché sont abondantes. Cependant, les choses sont plus difficiles lorsque la demande baisse et que la confiance des consommateurs diminue et elles se compliquent davantage lorsque les gens prennent conscience de la précarité de leur emploi.

Le moment est venu d'intégrer un large éventail d'innovations qui s'appuient sur ce qui est déjà réalisé et acquis partout dans le monde. Depuis des décennies, on cherche à imiter certaines inventions remarquables de la nature. On peut penser à cet égard au Velcro, qui imite la technique d'adhérence des graines d'une certaine plante, la lampourde, ou encore à l'autonettoyage de la fleur de lotus. Les sociétés doivent maintenant passer d'un intérêt anecdotique pour certaines espèces à une approche pragmatique des écosystèmes.

Trop souvent dans le mouvement écologique actuel, le remplacement d'un produit ou d'un procédé par un

autre a entraîné des conséquences non désirées. L'utilisation du maïs comme matière première pour les biocarburants et les bioplastiques a accru le coût du grain, mettant en danger la sécurité alimentaire de millions d'hommes. En outre, elle a encouragé l'industrie à adopter des contrôles génétiques pour garantir une production normalisée et prévisible. L'utilisation de l'huile de palme dans la fabrication des savons biodégradables a entraîné la destruction de vastes étendues de forêt tropicale et de l'habitat de l'orang-outan. L'engouement pour le « shiitake », champignon savoureux qui peut remplacer certaines protéines animales, a accru l'abattage des chênes afin de fournir les bûches sur lesquels poussent ces champignons.

Nous aussi devons évoluer dans notre recherche de la durabilité; nous devons instaurer une Économie bleue, centrée sur l'entreprise novatrice. Il faut dépasser l'étape du remplacement d'un produit ou d'un procédé par un autre et s'efforcer plutôt d'améliorer

le système et d'ouvrir la voie à une nouvelle génération d'entrepreneurs qui utilisent ce qui est disponible de façon durable pour satisfaire aux besoins de la terre et de ses habitants.

Les écosystèmes fournissent des principes conceptuels pragmatiques pour la nouvelle économie. Le premier de ces principes se fonde sur le constat selon lequel la matière et l'énergie se transforment en passant d'une espèce à une autre. Cette succession de transformations trophiques fait intervenir toutes les ressources disponibles sur place, tirant profit de tous les apports, les déchets d'un processus constituant une ressource pour un autre.

Le travail du professeur Jorge Alberto Vieira Costa à Porto Alegre (Brésil) montre comment les sous-produits d'un processus mal conçu peuvent être convertis de polluants en ressources. Il utilise le CO₂ émis par une centrale à charbon locale pour nourrir des algues spirulines, produisant ainsi des suppléments alimentaires riches en protéines et des biocarburants fabriqués de façon écologique. L'investissement supplémentaire est peu onéreux, l'infrastructure nécessaire étant déjà en place dans le bassin de refroidissement des eaux chaudes de la centrale.

Dans d'autres modèles, les déchets de biomasse deviennent le milieu de culture de champignons recherchés; ce substrat utilisé devient un aliment riche en protéines pour le bétail; le fumier animal, aspergé de bactéries, produit du biogaz dans un digesteur; les boues produites par le digesteur deviennent une source nutritive de la culture d'algues; et l'eau usée rejetée favorise la croissance abondante de benthos, de phytoplancton et de zooplancton qui iront à un élevage piscicole.

Le deuxième principe se fonde sur un autre constat : les écosystèmes s'appuient d'abord et avant tout sur les lois de la physique et ensuite seulement sur la chimie. La physique est prévisible, comme dans le cas de la loi de la gravitation. L'application de ce principe nous permet de réduire ou d'éliminer des circuits de

la consommation les métaux extraits, le minerai fondu et les produits chimiques traités. Des mécanismes physiques appliqués par des espèces telles que les zèbres ou les termites révèlent une maîtrise du contrôle de l'air et de l'humidité plus remarquable que toutes nos inventions mécaniques ou électroniques.

Nous pouvons observer l'application de ces principes à l'École Lagggarberg, en Suède, conçue par Anders Nyquist, ou à l'hôpital de campagne de Vichada, en Colombie, conçu par l'équipe de Las Gaviotas, où l'air circule continuellement et naturellement sans pompes, réchauffeurs ou refroidisseurs coûteux. Ces bâtiments montrent qu'en s'inspirant de la nature on peut réduire les dépenses d'équipement, simplement en exploitant les gradients de pression et de température. Au lieu d'une isolation reposant sur des moyens chimiques une meilleure compréhension des lois de la physique permet d'éliminer ainsi l'utilisation non durable de matériaux et d'énergie.

La même logique peut être appliquée à la production de l'électricité. Chaque année, les sociétés industrialisées mettent au rebut environ 40 milliards de piles dans des décharges qui sont toxiques. Pourtant, chaque écosystème produit des courants électriques faibles, mais suffisants, grâce à des différences de pression, d'acidité ou de température. Ces microcourants sont peut-être trop faibles pour remplacer une centrale à charbon dans un proche avenir. Cependant, ils sont suffisants pour fournir un moyen tout à fait viable de remplacer ces milliards de piles jetables. Ce résultat a été démontré par l'institut allemand Fraunhofer. Ce dernier a réussi à concevoir un prototype de téléphone portable qui génère de l'électricité à partir de la différence de température entre le téléphone et le corps de l'utilisateur et convertit la pression de la voix en source piézoélectrique, fournissant l'énergie nécessaire.

Dans leur avant-propos au dernier rapport présenté au Club de Rome, Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE et Ashok Khosla, Président de l'UICN, écrivent : « Nous pouvons trouver des moyens d'utiliser la

« Il faut dépasser l'étape du remplacement d'un produit ou d'un procédé par un autre et s'efforcer plutôt d'améliorer le système et d'ouvrir la voie à une nouvelle génération d'entrepreneurs qui utilisent ce qui est disponible de façon durable pour satisfaire aux besoins de la terre et de ses habitants. »

physique, la chimie et la biologie comme les écosystèmes le font avec les matériaux renouvelables et les pratiques durables. Il ne s'agit plus de science-fiction : cela se passe effectivement ici, en temps réel, grâce à des politiques de recherche-développement appropriées et des stratégies promotionnelles qui appliquent les mécanismes du marché, ces matériaux renouvelables et ces pratiques durables offrent d'abondantes possibilités d'adaptation accélérée en vue de résoudre les questions urgentes à l'échelle planétaire ».

Ceci ne sera possible qu'en opérant les changements proposés dans le cadre de la politique institutionnelle de l'Initiative pour une économie verte du PNUE. Combinées avec l'Économie bleue, dont s'inspirent les entrepreneurs pour changer le cadre économique par des modèles d'entreprise partant de la base, ces perspectives sont assez prometteuses.

produits



Des ralentisseurs générateurs d'énergie

De nombreuses idées brillantes et innovantes sont mentionnées dans la page « Produits » de *Notre Planète* et le dispositif MotionPower de récupération d'énergie en fait partie. Ce dispositif ingénieux génère de l'électricité à partir de voitures lorsque ces dernières passent sur un ralentisseur. Le ralentisseur est monté sur une plaque de métal sous laquelle se trouve une série de pédales longues et fines. Lorsqu'une voiture roule sur le ralentisseur, son poids fait tourner les pédales qui, à leur tour, activent un mécanisme qui génère environ 2000 watts d'électricité par voiture! Le dispositif est encore en phase de test et les concepteurs cherchent le meilleur moyen de stocker l'énergie. Une fois ce problème résolu, les ralentisseurs pourraient être utilisés pour alimenter des lampes d'éclairage public ou même directement le réseau électrique.

www.inhabitat.com



La fête foraine du futur?

Contrairement aux manèges forains traditionnels qui fonctionnent au gazole, la Star Wheel, une grande roue mobile, est entièrement alimentée par les passagers eux-mêmes. La Star Wheel est un engin avec trois sièges, chacun d'eux disposant de pédales qui propulsent les passagers sur un cercle à l'intérieur de la roue entre le centre et le bord. Ce mouvement fait également tourner la roue toute entière. De la puissance du coup de pédale dépendent les sensations – un coup de pédale vigoureux fait tourner le siège sur son axe – une boucle dans une boucle! Le plaisir de la fête foraine passe au vert.

www.origin.popularmechanics.com



Energie solaire après la tombée de la nuit

Une centrale solaire peut-elle produire de l'électricité dans l'obscurité? Oui! En Espagne, une nouvelle centrale solaire à vocation commerciale actuellement en construction, GEMASOLAR, sera la première à utiliser une nouvelle technologie lui permettant de continuer à produire de l'électricité après le coucher du soleil. Il s'agit d'une centrale thermo-solaire, ce qui signifie qu'elle récupère la chaleur du soleil et l'utilise pour faire de la vapeur qui, à son tour, alimente des générateurs électriques. Des milliers de miroirs reflètent la lumière du soleil vers une tour centrale qui récupère la chaleur. L'un des aspects innovants de cette centrale a trait au système qui utilise du sel fondu pour stocker l'excédent de chaleur à haute température récupéré durant la journée pour l'utiliser après le coucher du soleil. GEMASOLAR sera en mesure d'alimenter 25 000 foyers avec de l'énergie sûre et propre ainsi que de réduire les émissions de CO₂ de plus de 30 000 tonnes par an.

www.torresolenergy.com/



YoGen

Voici une façon astucieuse et écologique de recharger tous vos appareils électriques personnels. YoGen est un chargeur électrique manuel de poche qui peut être utilisé n'importe où et à n'importe quel moment afin de recharger les batteries de votre téléphone portable, lecteur MP3, console de jeux, agenda électronique, GPS, ordinateur portable et de vos autres gadgets électroniques personnels. Le fait de tirer de façon répétée sur la poignée fait tourner l'alternateur interne de manière continue, générant de l'énergie qui permet de recharger des batteries. L'efficacité de ce système permet un chargement prolongé avec un effort minimum de la part de l'opérateur.

www.easy-energy.biz



Lecteur de livre électronique solaire

Les livres électroniques peuvent contenir des milliers de livres dans un appareil facile à transporter. LG a rendu cet appareil encore plus pratique en développant un prototype de livre électronique solaire. Une cellule solaire en couches minces de 10 cm sur 10 cm – plus fine qu'une carte de crédit et plus légère qu'un stylo – a été développée pour le modèle de livre électronique de 6 pouces actuellement commercialisé par la société. Une exposition de quatre à cinq heures à la lumière du soleil prolongerait la durée de la batterie du livre électronique d'une journée. Idéal pour aller pique-niquer ou s'asseoir dans un parc.

www.lgdisplay.com



Soyez vert, courez propre

Si vous vous entraînez sur un tapis roulant dans votre club de sport, il est probable que vous dépensiez de l'énergie électrique pour brûler vos calories. Ceci s'explique par le fait que les moteurs de la plupart des tapis roulants traditionnels fonctionnent à l'électricité. Voici un tapis roulant qui génère de l'électricité pendant que vous vous entraînez. Il s'agit d'un système complètement autonome où l'utilisateur pousse la surface de course, générant de l'électricité qui est stockée dans une batterie. La batterie, à son tour, alimente les systèmes d'affichage et d'élévation. À présent, les utilisateurs de tapis roulant peuvent garder la forme d'une manière écologique.

www.woodway.com



NEVA R. GOODWIN

Codirectrice du Global Development
and Environment Institute, Tufts
University (Massachusetts)

POUR UNE ENTREPRISE CITOYENNE



Les entreprises jouent un rôle fondamental dans la transition vers une économie à faible teneur en carbone. Pour assurer cette transition, les entreprises doivent consacrer des ressources à des comportements qui n'augmenteront pas leurs bénéfices et, vraisemblablement, les réduiront. Elles doivent en outre cesser leurs activités génératrices de coûts pour autrui, comme c'est le cas des émissions d'usines, nocives pour le voisinage ou les travailleurs. Toutefois, les systèmes économiques et les institutions dans lesquels opèrent ces entreprises ne suffisent pas à les inciter à intégrer la santé et le bien-être de la société et de l'environnement à long terme dans leurs objectifs.

Aucune des deux solutions communément adoptées pour convaincre les entreprises d'aligner leurs comportements sur le principe de la durabilité n'est satisfaisante. Les économistes se plaisent à affirmer que le problème peut être résolu en réintégrant dans l'entreprise qui les a engendrés les coûts ou les bénéfices subis ou récoltés par autrui. Cette solution exige une action régulatrice très pointue. Une action semblable peut résoudre certains problèmes; toutefois, elle ne s'est pas encore attaquée à des problèmes plus considérables et plus durables.

Par ailleurs, les théoriciens du comportement de l'entreprise invoquent de plus en plus le souci de sa réputation

quand il s'agit d'attirer des clients, des travailleurs et des investisseurs, les risques de ne pas se préparer aux effets des futures réglementations gouvernementales, et les réductions de coûts bien réelles résultant de la conservation des ressources et de la prévention de la pollution. Toutes ces raisons sont valables pour inciter les entreprises à prendre des mesures socialement souhaitables qui ne contribuent pas, en apparence, à leur activité principale. Ainsi que l'a noté l'*Economist Intelligence Unit* à cet égard : « les entreprises en pointe dans ce domaine seront probablement plus performantes que les autres sur le plan strictement financier ».

Chacune de ces deux approches s'inscrit dans le modèle de la recherche du profit. Cependant, ni l'une ni l'autre ne pousse les entreprises à agir sur une période de temps suffisamment longue. Une préoccupation connexe et moins bien connue se rapporte aux effets du système économique, dans son ensemble, sur l'environnement social et écologique dans lequel il s'insère et dont le bon état influe sur la santé et la vitalité continues de l'économie. Les économistes ont depuis longtemps appelé les coûts et les avantages induits par les activités des entreprises sur autrui des « externalités ». Certains donnent désormais le nom de « méta-externalités » à ces effets plus larges.

Parmi ces méta-externalités négatives figurent, par exemple, les toxines et



les déchets non biodégradables qui s'accumulent en énormes quantités dans tous les écosystèmes. La responsabilité de ces déchets n'incombe principalement à aucune entreprise; ces déchets sont le produit du système dans son ensemble. Un exemple plus insidieux est le façonnement, par les médias publicitaires, d'une culture qui excelle à attiser le désir des gens de consommer, mais qui omet de promouvoir la responsabilité, la frugalité et d'autres valeurs qui seront nécessaires dans les temps difficiles qu'annonce le XXI^e siècle. Il existe également des méta-externalités positives importantes, telles que l'essor de l'instruction qui a généralement accompagné l'industrialisation ou, la montée en puissance de préoccupations écologiques qui, quoique tardivement, sont engendrées par un système économique nocif pour l'environnement.

Un grand nombre de comportements contemporains d'entreprises engendre des méta-externalités dont les effets seront dévastateurs pour les régimes économiques qui s'y exposeront et pour les autres entreprises à l'avenir. Les exemples de contribution aux changements climatiques sont particulièrement frappants : pénuries de ressources, y compris la sécheresse et la famine; graves menaces pour la santé; conflits armés; et migrations massives. Tous créeront des régimes économiques dans lesquels rares seront les entreprises qui pourront prospérer.

Deux siècles et demi de croissance de la productivité du travail – une méta-externalité positive pendant longtemps – sont aujourd'hui devenus, d'une certaine manière, dangereux pour le système. En effet, les gens bien pourvus peuvent difficilement absorber la production qui leur est destinée. En revanche, les besoins des moins bien nantis sont pratiquement oubliés dans les calculs de production et de promotion des ventes.

Des réglementations sont proposées en vue d'internaliser un certain nombre d'externalités négatives à court terme. En outre, les investisseurs et les consommateurs exercent une pression croissante sur les entreprises afin

*«Une véritable
percée peut alors
s'avérer nécessaire.»*

qu'elles prennent en compte les risques liés à la régulation et à leur propre réputation dans le cas des principaux émetteurs de dioxyde de carbone. Les « investisseurs universels », comme les grandes caisses de retraite, déploient des efforts pour guider l'économie entière vers un régime économique viable à terme. Toutefois, selon les principaux acteurs, la survie des entreprises exige une croissance continue des ventes. Ce point de vue est partagé par les investisseurs, qui veulent voir une hausse des cours de leurs actions et par les chefs d'entreprise dont le statut social s'élève avec la taille de leur entreprise. Pourtant, les dangers de cultiver le dogme des entreprises « trop grandes pour faire faillite » ne sont que trop évidents. Bon nombre des scénarios plus réalistes pour le développement humain durable à l'échelle planétaire insistent sur des activités économiques de moindre envergure et de portée plus locale. D'ailleurs, la législation commerciale des entreprises ne peut fonctionner efficacement qu'en présence de principes solides de déontologie, d'honnêteté et de confiance.

Que faire? La réponse réside peut-être dans la genèse du concept d'entreprise. Les entreprises sont initialement des entités constituées par chartes royales pour exécuter des actes déterminés. Les États et les nations consacrent alors le droit d'accorder des chartes (aussi appelées statuts) aux individus ou aux groupes souhaitant mener à bien de grandes entreprises commerciales.

Le népotisme et la corruption étaient certes monnaie courante. Néanmoins, l'idée fondamentale repose sur l'octroi de chartes en vue de permettre à des entreprises d'exercer des fonctions dans l'intérêt général. Lorsque le but indiqué a été atteint ou lorsque l'entreprise ne semble guère en mesure de le réaliser ou engendre plus de mal que de bien, la charte peut être révoquée; très souvent, elle l'est (au XXI^e siècle aux États-Unis, par exemple).

Au cours du XX^e siècle, aux États-Unis, les chartes d'entreprise deviennent une pratique courante; progressivement, l'« intérêt général » est jeté aux oubliettes, à mesure que les États se bousculent dans la course pour obtenir la mainmise d'une majeure partie du commerce lucratif. Aujourd'hui, alors que l'environnement mondial – au sein duquel les systèmes sociaux et les régimes économiques fonctionnent – se trouve aux prises avec de graves menaces en raison du modèle d'entreprise traditionnel, il importe de rétablir la notion selon laquelle les entreprises doivent répondre de leurs actes devant une autorité plus élevée que celle de leurs directeurs, leur conseil d'administration, ou même leurs actionnaires.

La recherche du profit peut être atténuée par la notion de risque pour le climat et la réputation de l'entreprise ou elle peut être codifiée par des réglementations. Certains investisseurs se débattent pour inculquer aux chefs d'entreprise une vision à plus long terme. Il est possible que des changements dans la philosophie générale de la gestion permettent de mieux aligner les objectifs des entreprises sur l'intérêt général. Cependant, toutes ces forces réunies pourraient ne pas être suffisantes pour aiguiller les entreprises vers leur obligation de contribuer à une vraie durabilité. Une véritable percée peut alors s'avérer nécessaire : examiner la citoyenneté de l'entreprise sous l'angle de durabilité écologique, par exemple, en rétablissant une structure juridique dans le cadre de laquelle les chartes ou les licences de production délivrées par une autorité locale peuvent être refusées ou révoquées lorsque les entreprises ne contribuent pas adéquatement à une économie verte.

L'économie verte : liens utiles

Cette page contient une liste de liens vers les sites web de diverses entités – gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales, entreprises, médias et autres groupes du monde entier – destinée à vous aider dans vos recherches sur l'économie verte. Nous l'avons compilée à partir de notre propre inventaire de la vaste quantité d'informations disponibles sur Internet, afin de vous aider à trouver les sources les plus appropriées. La rédaction de *Notre Planète* tient toutefois à préciser qu'elle ne partage pas nécessairement les points de vue des groupes dont le site Internet est mentionné et ne peut pas garantir l'exactitude des informations fournies par ces sites. Son intention est plutôt d'offrir au lecteur une grande variété d'opinions et de perspectives.

www.unep.org

L'Initiative pour une économie verte

www.unep.org/greeneconomy/

Cette initiative comporte trois éléments : le Rapport sur l'économie verte, qui offre une vue d'ensemble, une analyse et une synthèse pour comprendre comment la politique des pouvoirs publics peut aider les marchés à accélérer la transition vers une économie verte; « l'économie des écosystèmes et de la biodiversité », un partenariat qui traite des questions d'évaluation; et le Rapport sur les emplois verts, qui examine les tendances actuelles dans ce domaine.

Initiative pour les emplois verts

www.unep.org/labour_environment/features/greenjobs-initiative.asp

L'initiative pour les emplois verts a été lancée par le PNUE en 2007, en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et la Confédération syndicale internationale (CSI). Cette initiative encourage des politiques cohérentes et concertées afin de construire une économie verte, avec des emplois verts et un travail décent pour tous.

Initiative pour le travail et l'environnement

www.unep.org/labour_environment/index.asp

Cette initiative vise à renforcer le rôle des mouvements syndicaux internationaux dans les domaines de l'environnement et du développement durable.

Le Groupe de l'environnement urbain

www.unep.org/urban_environment

Le Groupe de l'environnement urbain se donne pour objectif d'intégrer la dimension

urbaine dans les travaux du PNUE, notamment la pollution atmosphérique, les zones côtières, les déchets, la biodiversité et le changement climatique.

Initiative du PNUE pour le financement des énergies renouvelables

www.sefi.unep.org/

Cette initiative a pour but d'ouvrir la voie, à l'échelle mondiale, à des investissements dans l'amélioration des rendements énergétiques et les énergies renouvelables.

Discussion et débat

L'initiative pour une économie verte

www.greeneconomyinitiative.com/

Ce site très complet recense les investissements dans l'économie verte, les emplois verts et les technologies propres. Il cherche à susciter de l'intérêt pour l'économie verte, tout en examinant l'impact des tendances nouvelles du changement climatique, de la technologie, de l'économie et des investissements dans les énergies et les technologies propres.

L'économie verte

www.thegreeneconomy.com/

Cette revue, destinée aux cadres d'entreprise, contient des nouvelles, des idées et des articles pour une économie de marché viable à terme.

Le Blog Energie

www.energyblogs.com

Site où des utilisateurs du monde entier débattent du fonctionnement du secteur de l'énergie.

GreenTechnoLog

<http://www.greentechnolog.com/>

Ce site présente des nouvelles, des idées et des informations sur les écotecnologies et leur potentiel. Il s'adresse à tous ceux qui sont désireux d'en savoir plus sur les aspects scientifiques et techniques du développement durable.

GreenBiz.com

www.greenbiz.com

Ce site, qui est la voix des entreprises sur l'économie verte, offre des renseignements d'actualité, des opinions, des pratiques optimales et de nombreuses autres informations sur la manière de rendre plus écologique l'entreprise ordinaire.

Idées pour le développement

www.ideas4development.org

Ce blog international vise à entretenir le débat sur les questions de développement. Il rassemble un groupe de pionniers du développement durable, notamment du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, de l'Organisation mondiale du commerce, ou encore du PNUE.

Réseau européen des cités vertes

<http://www.europeangreencities.com/>

Ce réseau diffuse des connaissances et des expériences sur les écotecnologies pour le logement urbain, afin de stimuler le développement du marché et d'accélérer l'innovation dans ce domaine.

Le site d'ONU-Énergie

<http://esa.un.org/un-energy/>

ONU-Énergie favorise une collaboration à l'échelle du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie grâce à une démarche cohérente et systématique.

A force for good (Une force pour le bien)

www.forceforgood.com

Cette communauté en ligne s'efforce de faire du commerce une force au service du bien. Elle couvre un large éventail de sujets, notamment : l'économie verte, le changement climatique, la réduction des émissions de carbone, l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, et la responsabilité sociale des entreprises.

Climat Works

www.climate-works.co.uk/about/about.html

Climate works aide les organisations à réduire leur demande d'énergie, diminuer leurs émissions de dioxyde

de carbone, et se préparer et s'adapter au changement climatique. Ce réseau s'efforce d'élaborer des politiques mieux adaptées et plus efficaces dans le domaine de l'énergie et du changement climatique, et des bâtiments à faible émissions de carbone ainsi que de définir des modes de fonctionnement à meilleur rendement énergétique et émettant moins de carbone.

Agence européenne de l'environnement

www.eea.europa.eu

L'Agence européenne de l'environnement est un organisme de l'Union européenne qui a pour tâche de fournir des informations fiables et indépendantes sur l'environnement.

COPENHAGUE

première capitale neutre en carbone



En débarquant à l'aéroport de Copenhague, les voyageurs remarqueront des éoliennes qui décrivent une courbe sur les eaux. En arrivant en ville, ils seront peut-être impressionnés par le nombre étonnant de cyclistes, sans parler des pistes cyclables.

Moins visibles, des kilomètres de tuyaux de chauffage urbain se déroulent sous les rues. La combinaison chauffage et électricité très répandue dans la ville de Copenhague, permet d'économiser des fonds et des combustibles fossiles, tandis que l'incinération des déchets solides fait partie intégrante du système énergétique de la ville.

Malgré tous ces progrès, Copenhague produit encore 2,5 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre par an. Ce n'est peut-être pas beaucoup en comparaison de la plupart des autres capitales du monde, mais c'est beaucoup trop par rapport à l'objectif convenu par le Conseil municipal,



EBBE SØNDERRIS

Reporter pour l'environnement et écrivain scientifique basé à Copenhague

le 27 août dernier : faire de Copenhague la première capitale neutre en carbone d'ici à 2025.

Pour atteindre cet objectif, la Municipalité a présenté des projets visant à économiser un demi million de tonnes d'émissions au cours des dix prochaines années – des réductions encore plus importantes devant suivre. Les résultats seront contrôlés et feront l'objet d'un rapport annuel et de nouvelles mesures seront prises si les objectifs intermédiaires ne sont pas atteints.

Tout devra être mis en jeu : économies d'énergie, efficacité énergétique, diversification des sources d'énergie renouvelables, moyens de transport plus écologiques, bâtiments à faible consommation d'énergie et évolution de modes de vie, tout ceci devra être mis en jeu. Cependant, comme toute autre ville, Copenhague fait partie de la société qui l'entoure, avec les déplacements domicile-travail de ses habitants, sa dépendance à l'égard des décisions du gouvernement et des tendances du développement en général, ce qui ne lui permettra peut-être pas de parvenir à la neutralité totale en carbone même à l'intérieur de ses murs. Le Conseil municipal a donc pris l'engagement d'entreprendre des projets extérieurs comme la création de nouveaux parcs d'éoliennes pour neutraliser le reste des émissions de carbone.

« Je me suis toujours battu pour un environnement meilleur et moins pollué à Copenhague » déclare le maire, Ritt Bjerregaard, ancienne

Commissaire de l'Union européenne pour l'environnement.

Elle reconnaît que d'autres villes ont également des plans ambitieux pour le climat, ajoutant : « Reste à voir si Copenhague sera la première et la seule ville neutre en carbone. Nous ne demandons pas mieux que de rivaliser avec d'autres villes si elles essaient de nous rattraper voire de nous dépasser ».

Une grande partie de l'objectif doit être atteint en changeant le système d'approvisionnement énergétique et en utilisant moins d'énergie.

Le responsable de l'ingénierie et de l'environnement, Klaus Bondam, fait remarquer que Copenhague possède déjà certaines des centrales électriques thermiques parmi les plus performantes du monde. Néanmoins, et bien qu'elle utilise l'énergie éolienne et celle tirée de la biomasse et de l'incinération des déchets, 73 % de l'électricité de Copenhague provient encore de combustibles fossiles, en particulier charbon et gaz naturel. Aussi, une partie importante du plan consiste à transformer les centrales électriques existantes pour qu'elles brûlent des copeaux de bois à la place de charbon, à construire de nouvelles centrales électriques et thermiques combinées utilisant des sources d'énergies renouvelables et à installer davantage d'éoliennes à la périphérie de la ville. Les citoyens auront la possibilité d'investir leurs économies dans ces sources d'énergie vertes à part égale avec la Municipalité.

L'utilisation encore marginale de l'énergie géothermique (eau chaude pompée à 2,6 km au-dessous du sol) va sextupler. Par ailleurs, les installations municipales de chauffage et d'incinération des déchets doivent être rénovées pour éviter la déperdition d'énergie.

L'énergie solaire et éolienne est aléatoire et ne répond donc pas toujours aux besoins des consommateurs, ce qui constitue un obstacle important à l'utilisation de sources d'énergie renouvelables en grandes quantités. Le plan de Copenhague pour le climat envisage de surmonter ce problème en installant des systèmes de stockage d'énergie, tels que des réservoirs d'eau avec pompes à chaleur. D'autres

possibilités intéressantes sont à l'étude : batteries électriques pour voitures et production d'hydrogène pour les piles à combustible utilisées dans les véhicules et les installations stationnaires.

Le développement de la « mobilité verte » – le cyclisme et la marche par exemple représente 10 % des objectifs de réduction du plan. Copenhague est déjà bien connue pour être « le paradis des cyclistes » et des villes comme Melbourne et New York l'ont imitée en construisant des « pistes cyclables style Copenhague ».

On investit beaucoup plus, aujourd'hui dans l'aménagement des pistes cyclables et la construction de nouvelles routes et de nouveaux ponts réservés exclusivement aux cyclistes et aux piétons. Les parkings pour bicyclettes ont été améliorés, en particulier aux centres de correspondance des transports en commun, et un réseau de pistes cyclables pour les déplacements domicile-travail est prévu.

Les transports en commun sont en cours d'amélioration, l'objectif étant de les rendre plus confortables, plus fiables et plus rapides. Les compagnies d'autobus vont devoir réduire leurs émissions de carbone de 25 %. Et les autorités municipales sont intervenues auprès du gouvernement pour qu'il approuve un système de péage ainsi que la création de zones écologiques dans les parties encombrées du centre ville.

Dans quelques années, le parc automobile de la Municipalité sera converti en voitures électriques ou à hydrogène et les stations-service auront des places de parking gratuites pour recharger les voitures électriques et les voitures hybrides.

Il est possible de réduire considérablement les émissions en améliorant les normes de construction et en rénovant les structures existantes. Le Conseil municipal a décidé d'économiser un maximum d'énergie lors de la rénovation des écoles, des institutions et autres bâtiments municipaux, et d'affecter les fonds ainsi épargnés au financement de nouveaux projets. Les nouveaux bâtiments doivent être conformes à des normes et critères rigoureux de conservation de l'énergie.

Dans les bâtiments municipaux, les dépenses énergétiques devraient diminuer de plus de 5 millions de dollars par an. Les économies d'énergie permettent non seulement d'éviter la surconsommation mais aussi d'améliorer la qualité de la vie en assainissant l'atmosphère et en fournissant un meilleur éclairage dans les écoles, les institutions, les centres sportifs et autres bâtiments. Le plan mise donc sur d'autres avantages résultant de l'amélioration des conditions sanitaires et à la diminution de l'absentéisme.

Il sera cependant impossible d'atteindre l'objectif fixé si une consommation croissante et des modes de vie non viables l'emportent sur tous les progrès réalisés dans tous ces domaines. Aussi des campagnes d'information, des conseils et une formation sont ils intégrés dans le plan; elles consistent



notamment à établir des réseaux Internet, promouvoir des partenariats commerciaux et créer de nouveaux groupes de réflexion.

Il convient d'accorder une attention particulière aux nouvelles générations de la ville de Copenhague. « Les enfants et les jeunes consomment d'énormes quantités d'énergie mais ce sont également des conciliateurs », affirme Bo Asmus Kjeldgaard, responsable des enfants et des jeunes. « Une fois qu'on leur a inculqué de meilleures habitudes, ils les transmettent à leurs parents. Les enfants sont d'excellents ambassadeurs du climat ». Et ce sont eux, après tout, qui hériteront de la nouvelle capitale neutre en carbone.

A close-up, high-angle portrait of Vivienne Westwood. Her hair is styled in her signature wild, curly fashion. She has a serious, contemplative expression, looking slightly off-camera. The lighting is dramatic, highlighting the texture of her skin and hair.

VIVIENNE

WEST- WOOD

*« Je voudrais
bien que les dirigeants politiques
cessent de parler de croissance pour revenir
à l'essentiel, comme si de rien n'était.
Si seulement ils comprenaient que
la seule croissance qui importe
est celle de la qualité de la vie...
Nous avons besoin d'une nouvelle éthique ».*

Une remarque fortuite aura fait de Vivienne Westwood, célébrité du monde de la mode, une militante écologique. Tout a commencé avec James Lovelock, 90 ans, auteur de *Gaïa Hypothesis*, l'un des commentateurs les plus pessimistes sur le changement climatique, selon qui ce phénomène pourrait ramener la population mondiale à un milliard seulement d'ici la fin du siècle.

« Cette remarque m'a beaucoup choquée » dit-elle à *Notre Planète* depuis sa chambre d'hôtel à Copenhague, lors du sommet de décembre sur le climat. « Comme tout le monde, j'ai commencé par me préoccuper du sort de la forêt tropicale. Je savais que le changement climatique constituait une menace tangible, mais je ne comprenais pas à quel point. Aujourd'hui, l'urgence de la situation m'inquiète beaucoup. »

« Peu de temps après, j'étais dans le métro londonien avec mon mari Andreas (Kronthaler) quand on a aperçu trois petits garçons, des triplés. Andreas m'a dit : 'Quelles épreuves ces petits garçons vont devoir traverser! Rien que d'y penser!...' »

« Je me levais chaque matin avec cette vision en tête. Je n'arrivais plus à dormir. J'en étais malade. Je me demandais que faire. Et, comme j'ai la possibilité d'être entendue, j'ai senti que j'avais une responsabilité particulière et que je devais tout essayer pour faire plus largement connaître ce problème. Depuis, je m'y efforce à chacun de mes défilés de mode, déclarant que je ne peux plus parler de mode mais seulement du changement climatique »...

Née Vivienne Isabel Swire dans le petit village de Tintwistle dans le Peak District en Angleterre, fille d'une couturière, elle connaît une enfance somme toute très banale. À 25 ans, elle se marie avec un steward, emménage à Willesden dans la triste banlieue nord de Londres, et enseigne dans une école primaire du quartier. Plus tard, elle rencontrera Malcolm McLaren, puis vivra avec lui; ils ouvriront ensemble une boutique à Chelsea sur King's Road, où elle commencera à vendre ses premières créations, souvent réalisées sur sa table de cuisine.

McLaren devint ensuite manager des Sex Pistols, groupe punk des années 70, tandis que Vivienne se chargeait de leurs costumes, lançant ainsi la mode punk et la popularisant. Ce faisant, elle révolutionne la mode. Elle est par deux fois récompensée comme la meilleure styliste britannique de l'année et, en 2006, est anoblie par la Reine — une distinction qui lui permettra de se lancer dans la défense des droits de l'homme. Elle dit alors : « La démocratie n'est acquise que si nous sommes prêts à revendiquer notre liberté ».

Elle s'est investie avec la même passion dans l'environnement et assimile la crise écologique à la crise financière parce que son impact est mondial. Et elle ajoute : « Je voudrais bien que les dirigeants politiques cessent de parler de croissance pour revenir à l'essentiel, comme si de rien n'était. Si seulement ils comprenaient que la seule croissance qui importe est celle de la qualité de la vie... Nous avons besoin d'une nouvelle éthique ».

Elle était à Copenhague pour lancer une édition limitée de tee-shirts, fabriqués à partir de bouteilles recyclées et conçus pour aider les pays où se trouvent des forêts pluviales à participer au programme REDD+ (Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts). Elle a perdu ses bagages en chemin, mais rien ne saurait l'arrêter.

« Je suis si heureuse d'avoir pu faire cette toute petite chose qui est de concevoir un tee-shirt. Car chaque petite action peut aider ».

« Nous devons enrayer le changement climatique avant d'atteindre le point de non retour. Les scientifiques nous donnent toutes les informations nécessaires, mais elles n'atteignent malheureusement pas le grand public. La plupart des gens se sentent impuissants. La chose la plus importante que je puisse faire est de tout tenter pour obtenir que les gens s'engagent. Mieux vaut agir avant qu'il ne soit trop tard ».

www.unep.org/ourplanet

UNissons-nous *contre*
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



PNUE

